

## URGENCE !

Alors que la santé est la première préoccupation des Français et que 200 services d'urgence sont en grève, la majorité présidentielle vote un budget de la Sécurité sociale en déficit.

La situation est dramatique, dans nos hôpitaux, et le gouvernement repousse toujours aux calendes grecques les mesures qui pourraient apporter de meilleures conditions de travail aux personnels.

La ministre de la Santé a bien annoncé un plan d'urgence pour les Urgences de 200 millions d'euros. **«Mais ces mesures ne sont pas budgétées»**, s'indigne Valérie Rabault, présidente du *Groupe socialiste et apparentés* à l'Assemblée nationale. Or, la situation exige des mesures fortes. Même la Cour des comptes tire le signal d'alarme et estime qu'il faut 20% de personnel en plus dans les hôpitaux.

En 2018, ce gouvernement a annoncé, dans la précipitation, des mesures pour tenter de circonscrire la crise des gilets jaunes. **«La quasi totalité de ces mesures consistaient à accorder des exonérations de cotisations aux travailleurs et aux entreprises»**, a rappelé le député socialiste Joël Aviragnet, durant le débat budgétaire.

Le gouvernement aurait dû prendre ses responsabilités et rembourser à la Sécurité sociale les pertes de recettes qu'il lui a occasionné.

C'est pour cette raison que les socialistes ont présenté un plan d'urgence pour l'hôpital et l'autonomie car, même s'ils ne sont pas en grève, les personnels des EHPAD connaissent des conditions de travail aussi dégradées que celles de leurs collègues des Urgences.



La situation n'est plus tenable

En effet, depuis vingt ans, des efforts considérables ont été consentis par tous les personnels des hôpitaux et les Français.

Entre 2012 et 2017, le déficit de la Sécurité sociale a ainsi pu passer de plus de 20 milliards d'euros à moins de 2 milliards d'euros. Et, sans l'attitude irresponsable du pouvoir, les comptes auraient pu être excédentaires cette année.

Alors que faire? Pour les socialistes, il faut très rapidement organiser des États généraux de l'hôpital public, qui est notre patrimoine et notre bien le plus précieux. Il ne tient qu'à nous qu'il redevienne la référence mondiale qu'il était dans les années 80.

Mais face à l'urgence il faut prendre dès maintenant des décisions courageuses et ambitieuses afin de réduire l'importance de la dette. C'est ainsi que les socialistes proposent de prolonger de deux ans la durée d'apurement de la dette. C'est un peu technique mais en décidant que la fin de la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale) interviendra en 2027 et non en 2024, il serait possible de réduire la pression qui pèse sur les hôpitaux et d'embaucher le personnel indispensable au bon fonctionnement des services.

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 7/11/2019

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Une tuerie

Lorsqu'il s'agit de mettre en place des mesures qui peuvent apporter de nouveaux droits, comme le *Pass culture* pour les jeunes de 18 ans, le gouvernement prend le temps de sélectionner des départements pilotes et d'expérimenter avant de généraliser ou d'abandonner le dispositif. Pour permettre à de nouveaux territoires de s'inscrire dans le dispositif «zéro chômeur», il faudra aussi attendre les conclusions des évaluations.

En revanche, pour durcir les conditions d'indemnisation des demandeurs d'emploi, il ne s'embarrasse pas de ce genre de précautions et applique le même traitement à tout le monde. La baisse des indemnités sera de 27% en moyenne mais pourra même atteindre 50% au point que le secrétaire de la *CFDT* a pu parler «de tuerie» en évoquant cette question.

Au même moment, conscient des effets dramatiques de sa politique, le gouvernement a décidé de supprimer l'Observatoire national de la pauvreté! Ne voulant traiter la fièvre, il a préféré casser le thermomètre.

# Pour une Bretagne boisée

Dans le domaine de la sylviculture, les décisions prises aujourd'hui pourront avoir des répercussions dans une, voire deux générations. Mais c'est pourtant toute la grandeur de l'action politique que d'anticiper et de façonner aujourd'hui les paysages de notre région à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle.



Une solution d'avenir

La Bretagne est pionnière dans ce domaine et son président Loïc Chesnais-Girard ne manque pas une occasion d'insister sur son importance pour notre région. **« La filière forêt-bois est une solution d'avenir dans ce monde de changements. Nous avons la responsabilité de préparer l'avenir et de nous projeter au-delà de nos mandats. »**

La forêt recouvre 15% du territoire breton, soit 400 000 ha. 3 000 entreprises (15 000 emplois) génèrent un chiffre d'affaire de 2 milliards d'euros.

En ce début d'année, la Région a signé, au côté de l'État et des professionnels,

le contrat de filière forêt-bois bretonne 2019-2021, au travers duquel les acteurs s'engagent en faveur d'un développement durable et d'une structuration de ce secteur à l'échelle régionale.

Et à l'occasion des Assises de la forêt, qui se sont tenues au début du mois d'octobre à Saint-Brieuc, le président du Conseil régional a réaffirmé le rôle majeur de la forêt dans la lutte contre le réchauffement climatique et annoncé la constitution prochaine d'un Fonds Régional de Plantation Forestière pour encourager les entreprises qui souhaitent s'investir dans des projets écologiques autour de l'arbre en Bretagne.

**« 5 millions d'arbres plantés d'ici 2025. »**

L'une des actions les plus emblématiques du contrat de filière forêt-bois est le dispositif *Breizh Forêt-Bois*. Unique en France, ce programme lancé en 2015 a permis d'accompagner, en quatre ans, la plantation de près de 1 000 ha de forêts productives soit un million d'arbres portés par 160 projets publics ou privés. Son ambition est de soutenir la plantation forestière afin de réamorcer une dynamique de renouvellement des peuplements forestiers et, ainsi, développer une ressource en bois d'œuvre sur des terrains improductifs (friches agricoles ou peuplements forestiers sans valeur d'avenir). Avec la relance du programme *Breizh Forêt-Bois #2*, l'objectif est de planter 500 ha d'ici 2021.

Ce volontarisme régional vise à accompagner les entreprises qui ont récemment manifesté leur intérêt et leur souhait de s'associer à la démarche *Breizh Forêt-Bois*. Appuyée par ses partenaires *Abibois* et *ONF* en Bretagne, la Région souhaite en effet donner une nouvelle envergure au dispositif, en impliquant fortement les entreprises de son territoire qui souhaitent s'investir dans des projets autour des arbres et de la forêt. Cette démarche permet de répondre à des enjeux climatiques et environnementaux, économiques mais aussi de qualité de vie.



Préserver nos paysages

Ainsi, à travers les dispositifs *Breizh Forêt #2*, *Breizh Bocage* et *l'Arbre en ville*, Loïc Chesnais-Girard a fixé le cap : **« développer nos forêts, c'est agir concrètement pour le climat, la biodiversité et le développement économique. Ce fonds de compensation carbone permettra de concentrer les efforts privés et publics pour atteindre l'objectif de 5 millions d'arbres plantés d'ici 2025 ».**

## La filière bois en Bretagne



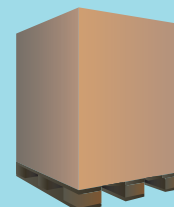
**Construction**

Près de **10 %** des maisons françaises en bois sont construites en Bretagne.



**Énergie**

La Bretagne est la première région pour la vente de poêles et de foyers fermés.



**Emballage**

**10 %** de la production de palettes et cagettes en bois est réalisée par des entreprises bretonnes.

# Conforter la SNSM

**Le 7 juin dernier, alors que soufflait la tempête Miguel, trois sauveteurs de la SNSM trouvaient la mort en intervention au large des Sables d'Olonnes. Dès le 19 juin une mission commune d'information du Sénat sur le sauvetage en mer et la sécurité maritime était créée. Elle a rendu son rapport le 22 octobre.**

« **C'est dire si nous n'avons pas perdu de temps** », souligne Maryvonne Blondin, sénatrice du Finistère, qui, comme son collègue Jean-Luc Fichet, faisait partie de la vingtaine de sénatrices et sénateurs qui composaient cette mission. **« Pour rendre notre rapport, nous nous sommes appuyés sur les témoignages recueillis à l'occasion de plusieurs déplacements dans des stations SNSM, sur les auditions que nous avons menées avec tous les acteurs du sauvetage en mer, et notamment le préfet maritime de l'Atlantique mais aussi sur les conclusions des travaux réalisés par Chantal Guittet qui s'était penchée sur ce sujet en 2016 et avait publié un rapport parlementaire »**, précise Maryvonne Blondin.

La Commission a formulé une trentaine de propositions visant à améliorer le fonctionnement de

l'association et à replacer les bénévoles et les groupes locaux au cœur de la SNSM.

Contrairement à ce qu'avait voulu faire croire Richard Ferrand en 2016, ce n'est pas l'instauration d'une taxe sur les grands yachts qui permettra de trouver une solution de financement pérenne pour la SNSM.

La SNSM a besoin d'une programmation financière à long terme, concertée avec l'État et les collectivités locales et régulièrement révisée, pour faire face au nécessaire renouvellement de la flotte.

La mission demande que soit mis fin à l'obligation pour les bénévoles des

stations locales de payer 25 % du prix de leurs canots. L'État doit assumer cette charge d'investissement, au titre de la mission de service public confiée à la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM).

Elle considère que tout doit être fait pour inviter l'ensemble des Français au soutien des Sauveteurs en mer. Pour cela, il serait contreproductif de créer de nouvelles taxes. Elle se prononce pour des actions de solidarité et de sensibilisation : renforcement des obligations d'assurance des bateaux et engins nautiques, contribution volontaire à l'achat de ces équipements par les particuliers, réaffectation de taxes existantes. **« En effet, en discutant avec les bénévoles nous nous sommes rendu compte que la nature des interventions évolue en fonction des équipements nautiques qui arrivent sur le marché »**, indique Maryvonne Blondin.

La balle est maintenant dans le camp du gouvernement et surtout de la direction actuelle de la SNSM qui doit rapidement prendre les mesures nécessaires pour rendre son fonctionnement interne plus transparent et plus démocratique et donner aux bénévoles la place qui leur revient.



Pour une réforme de la SNSM

## En savoir plus

### Défendre nos hôpitaux



Plusieurs syndicats, partis de gauche et élus locaux du Sud Finistère appellent à manifester le jeudi 14 novembre à 18h00 place Saint-Corentin à Quimper.

« Nous ne pouvons donc compter que sur nous-mêmes pour défendre nos hôpitaux, nos maternités, nos services d'urgences, nos SMUR, nos EHPAD, nos services de psychiatrie, bref, pour défendre

l'accès aux soins pour toutes et tous sur notre territoire », indiquent les signataires de cet appel qui s'inscrit dans le cadre de la journée nationale d'action pour la santé.

### Phares et balises

Alors qu'un plan d'optimisation et de renouvellement de la flotte des phares et balises est à l'étude, Jean-Luc Fichet est intervenu auprès de la ministre des Transports pour défendre le maintien du baliseur Charles Cornic à Morlaix.

Se faisant l'écho des inquiétudes de la CFDT, il a plaidé pour que ce bateau et son équipage de quatre marins restent à Morlaix. Ce sont les petits ports de la côte nord du Finistère qui sont directement concernés et la rapidité des interventions en urgence pour réparer les multiples feux du littoral léonard et trégorois serait remise en cause.

Pour l'instant, aucune décision n'a été prise.

### Disparition

C'est avec surprise et tristesse que nous avons appris le décès de Renée Guérec. Renée était une militante socialiste de très longue date et avait été secrétaire de la section de Plouzané.

Elle avait été élue et adjointe à la Ville de Plouzané.

Militante associative infatigable, elle était la présidente du Centre social La courte échelle.

Nous adressons à son mari, Jean, à ses filles, à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

### Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition d'Isabel Fernandes Pereira qui fut militante de la section Brest Lambé-Belevue-Europe.

Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

# Agenda

**30 novembre**

10h00 : Conseil fédéral  
à Brest.

**1<sup>er</sup> décembre**

10h00 : Réunion du  
BREIS à Pontivy.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1287 - Vendredi 8 novembre 2019  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;  
20 euros (numérique)  
Non adhérents : 50 euros (papier) ;  
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS

# Portugal, un exemple pour la gauche ?

Sébastien Poupon

**Et si le Portugal était le nouveau modèle socialiste européen ? Dans un paysage politique où les sociaux-démocrates sont le plus souvent à la peine, Antonio Costa fait figure d'exception. Même s'il faut tenir compte d'un contexte bien particulier, la gauche européenne doit regarder avec attention ce qui se passe à Lisbonne, comme nous l'explique Sébastien Poupon, auteur d'une note sur ce sujet sur le site *Sauvons l'Europe* et secrétaire fédéral à l'International dans la Fédération de la Nièvre.**

**Cap Finistère : Qui est donc cet Antonio Costa qui, à rebours de tous les autres dirigeants socialistes européens, gagne les élections et améliore son score ?**

**Sébastien Poupon :** Il a eu un parcours original et particulier. Avant de devenir l'icône de la gauche européenne il se situait plutôt à l'aile droite du Parti Socialiste portugais. Il s'est fait connaître en tant que maire de Lisbonne et c'est dans cette fonction qu'il a acquis sa popularité. Dans l'histoire portugaise, Lisbonne, qui est une ville de gauche, a souvent été un tremplin pour une carrière nationale. Il a succédé, comme secrétaire général du PS à António José Seguro, qui a dirigé le parti de 2011 à 2014 et qui incarnait son aile gauche.

Viennent les élections législatives de 2015, après une période d'austérité très forte imposée par le gouvernement conservateur. La droite arrive tout de même en tête de ces élections mais elle ne dispose pas de la majorité. Mathématiquement, toutes les forces de gauche sont en capacité de gouverner à condition de s'unir. Les électeurs n'auraient pas compris que les formations politiques de gauche restent dans leurs vieilles rivalités et ne tentent pas de construire une alternative à la politique d'austérité menée par la droite de 2011 à 2015. C'est ainsi que le PS parvient à s'allier avec le Bloc de gauche (BE) et la Coalition Démocratique Unitaire (CDU) qui ont adopté une démarche constructive. Les socialistes gouvernent avec leur soutien. Et contre toute attente et en dépit des prévisions des observateurs, cette coalition qualifiée de « geringonça » (machin, bidule) fonctionne, même s'il y a eu quelques frictions, notamment autour de la question du gel des salaires des enseignants. Mais d'une manière générale tout le monde y a trouvé son compte : le PS qui a pu appliquer son programme et les autres formations de gauche qui, sans entrer dans le gouvernement ont pu peser sur ses orientations.

**Cap Finistère : De quelle manière le premier ministre a-t-il pu obtenir la confiance des électeurs ?**

**Sébastien Poupon :** Le Parti Socialiste portugais a obtenu son meilleur résultat depuis 2005 en progressant de plus de quatre points en termes de suffrages et en gagnant 22 sièges par rapport au scrutin précédent de 2015. On peut expliquer ce score par le bon bilan du gouvernement Costa. Après les années d'austérité, il est parvenu à mener une politique de gauche qui s'est traduite par une augmentation du salaire minimum, des petites pensions et une baisse d'impôts pour les ménages les plus modestes et le tout sans creuser les déficits. Il a mis fin aux privatisations et la croissance est au-dessus de la moyenne de la zone euro. Tous ces éléments permettent de comprendre pourquoi les Portugais ont confirmé leur confiance et pourquoi le score du PS s'est amélioré même s'il ne dispose pas, à lui seul de la majorité absolue.

**Cap Finistère : L'arrivée de l'Extrême-droite au Parlement est tout de même le point sombre des dernières élections.**

**Sébastien Poupon :** Oui, c'est vrai que c'est symboliquement important mais il faut tout de même relativiser. L'Extrême droite fait son entrée au Parlement mais avec un seul député et un score de 1,3%. Beaucoup de pays européens se satisferaient de ce résultat. À titre de comparaison, chez leurs voisins espagnols l'Extrême-droite est à près de 10%. En outre, cette légère poussée de l'Extrême-droite s'explique par un recentrage de la droite. Et enfin, pour avoir une vision objective de la place de l'Extrême-droite, il faut noter qu'elle rassemble trois fois moins de suffrages que le parti animaliste.

**Cap Finistère : Quels sont les principaux défis que doit maintenant relever Antonio Costa ?**

**Sébastien Poupon :** La situation n'est pas idyllique. Il faut d'abord noter la forte abstention qui concerne surtout les classes populaires. Le niveau de vie des Portugais reste tout de même relativement bas par rapport aux autres pays européens et il n'est pas encore revenu au niveau d'avant la crise.

De plus, les services publics ont beaucoup souffert ces dernières années et des réformes devront être entreprises, en particulier dans le secteur de la santé. S'il fallait prendre une image sportive, je dirais que, comme au rugby, Antonio Costa a marqué un essai mais qu'il doit maintenant le transformer.

